



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2793
11 février 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Hausse des prix

Les salaires

doivent suivre !



Logement
La situation s'aggrave

Page 3

Russie-Ukraine
La tension s'accroît, les peuples payent

Page 8



VICTORIA VIENNET

**Nathalie
Arthaud
en campagne**

Page 16

Leur société

- Logement : des promesses mort-nées 3
- Dépenses de chauffage : hausse insupportable 3
- Télévision : vous avez dit « pluralisme » 3
- LR, extrême droite : défense du pouvoir d'achat... des riches 4
- Le Pen : rien à refuser au patronat 4
- Le Maire et ses promesses 4
- Mélenchon et Roussel : promesses minimum... 4
- L'Europe de Macron 5
- Une louche d'extrême droite, une pincée de gauche 5
- Police : la démagogie sécuritaire au programme 5
- Julien Assange : la France refuse l'asile au lanceur d'alerte 5
- Apprentissage : exploités, sous-payés et sans emploi 6
- Lycée Jean-Macé de Vitry 6
- Ecoles de Pantin 6
- Nos lecteurs écrivent : des robots au placard faute d'humains 6
- Emploi : embellie de façade 7
- LVMH : l'homme qui valait des millions par jour 7
- Orpea, Korian : tout pour le profit 7
- Nos lecteurs écrivent : il n'y a pas que chez Orpea 7
- Il y a soixante ans : Charonne, un crime d'État 11
- Monument Abdolkader : vandalisme colonialiste 11

Élection présidentielle

- "Faire sauter l'idéologie patronale" 16
- Les réunions publiques 16
- À propos des parrainages 16

Dans le monde

- Russie-Ukraine : Macron-Poutine-Zelensky discutent, les peuples trinquent 8
- Italie : le travail tue, la police réprime 9
- Portugal : l'extrême droite en embuscade 9
- Grèce : Mitsotakis veut bâillonner l'information 9
- Yémen : l'État français contribue à la tuerie 10
- Madagascar : la population victime du cyclone et de la pauvreté 10
- JO de Pékin : politique, commerce... et un peu de ski 10

Dans les entreprises

- Turbines GE 12
- Merlin-Gérin - Alès 12
- CEA - Saclay 12
- SNCF 13
- Air Liquide - Les Mureaux 13
- Tipiak Loire-Atlantique 13
- Toulouse - Hôpital Marchant 14
- Clinique Bonnefon - Alès 14
- Dassault aviation 14
- ArcelorMittal - Dunkerque 15
- Aluminium Dunkerque 15

Hausse des prix : les salaires et les pensions doivent suivre !

Plus de 137 milliards d'euros, c'est le montant estimé des profits des entreprises du CAC 40 pour l'année 2021. 15 milliards pour TotalEnergie; 12 milliards pour LVMH ou Stellantis; 8 milliards pour BNP Paribas ou Sanofi. Pour les patrons de l'énergie, du luxe, de l'automobile ou des banques, c'est le gros lot !

En haut, les actionnaires se goinfrent, les ventes de sacs Hermès à 300 000 euros, de voitures de luxe ou de yachts explosent. En bas, des millions de travailleurs, de chômeurs ou de retraités doivent compter chaque euro pour se chauffer, se nourrir ou se déplacer. Combien de ménages baissent le chauffage pour économiser 40 ou 50 euros sur la facture d'énergie ? Combien se privent de viande ? Combien ne font plus qu'un demi ou un quart de plein d'essence, pour ne pas trop être dans le rouge ?

L'inflation officielle atteint 2,9% par an. Mois après mois, elle grimpe inexorablement. Et ce n'est qu'un début, car la hausse des prix est orchestrée par les grands groupes de l'énergie qui anticipent la transition énergétique. En répercutant ces hausses sur toute la chaîne de production, la classe capitaliste fait payer les futurs investissements aux consommateurs.

Mais les consommateurs ne sont pas tous logés à la même enseigne. Pour les ménages populaires, le logement, le chauffage, la nourriture absorbent l'essentiel du budget. Pour eux, l'inflation réelle est bien supérieure. Le prix de l'énergie, a bondi de 20% en un an, celui des fruits et légumes de 6,7%. Même le prix des pâtes a augmenté de 20 à 50% selon les marques, les plus bas de gamme ayant le plus augmenté ! Dans les HLM, des bailleurs sociaux ont augmenté les provisions de charges pour le chauffage de 30 ou 40 euros par mois, des sommes énormes quand on vit avec le minimum vieillesse ou le RSA.

Auxiliaires de vie, ouvriers, employés, livreurs : celles et ceux qui produisent tout, les « premiers de corvée » sur qui repose le fonctionnement de la société, ne peuvent pas vivre dignement de leur salaire. C'est bien pourquoi, dans diverses entreprises, des travailleurs engagent la lutte pour leurs salaires. Ils ont mille fois raison, et c'est tous ensemble que nous devons engager ce combat !

Refusant d'augmenter les salaires, mais redoutant une explosion de colère, patrons et

gouvernement nous roulent avec des primes et le prétendu blocage du prix de l'énergie. Mais les travailleurs ne demandent pas l'aumône. Ils réclament leur dû.

Du côté des candidats à l'Élysée, Mélenchon promet le smic à... 1 400 euros. Le Pen veut « que le travail paie », mais c'est aux patrons qu'elle promet des exonérations de cotisations, pour les inciter à augmenter les salaires. Quant à Péresse, elle n'a même pas attendu d'être élue, comme le font d'habitude les politiciens, pour revoir sa copie sous la pression du Medef. Elle propose une augmentation des salaires de 3%, mais par réduction des cotisations vieillesse. Dans tous les cas, c'est l'État qui paiera et cela se traduira par des coupes dans le budget de la Sécurité sociale, de l'éducation, des hôpitaux. On nous prendra dans la poche droite ce qu'on nous mettra dans la gauche.

Les salaires doivent être intégralement payés par le patronat, en prélevant sur ses marges. Qui osera dire qu'il n'y a pas d'argent ? Pas un salaire, pas une pension ne doit être inférieure à 2 000 euros net par mois. Face à l'inflation, il faut indexer les salaires sur les prix.

Ce serait utopique et irréaliste ? Mais c'est le minimum pour payer les factures et remplir le réfrigérateur. Comme le boulanger qui augmente le prix de la baguette de 10% en disant « Je n'ai pas le choix car la farine a augmenté », les travailleurs n'ont pas le choix s'ils ne veulent pas tomber dans la misère.

Les petits patrons ne pourraient pas payer ? Mais si c'est vrai, qu'ils se retournent contre leurs donneurs d'ordres, leurs fournisseurs ou les banquiers qui les prennent à la gorge ! Qu'ils rendent publics leurs comptes et les contrats qui les lient, pour qu'on puisse vérifier qui possède quoi !

Pour défendre leurs conditions d'existence, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils n'ont rien à attendre d'un changement de président. Ils doivent se préparer à combattre les capitalistes, qui pompent toutes les richesses puis les dilapident dans la finance ou dans le luxe, privant la société des moyens de fonctionner.

Tout cela, je serai la seule à l'affirmer dans la campagne présidentielle, et ma candidature permettra aux électeurs de la classe ouvrière de l'affirmer avec moi, par leur vote.

Nathalie Arthaud



Logement : des promesses mort-nées

Selon le rapport annuel de la fondation Abbé-Pierre publié fin janvier, quatre millions de personnes sont sans logis ou mal logées, et 14,6 millions sont considérées comme fragilisées par la crise du logement. Le rapport dénonce aussi la politique menée durant le quinquennat de Macron, marquée par une « baisse historique » de la construction de HLM.

Alors que Macron avait promis la construction de 120 000 HLM par an, il n'y en a eu que 87 000 pour 2020 et 94 000 pour 2021, majoritairement des logements aux loyers inabordable pour les petits budgets. Pour la catégorie de HLM dont les loyers sont les moins chers, les constructions ont chuté de 34 000 en 2016 à 32 000 en 2021, très loin des 40 000 par an annoncés. Entre 2018

et 2022, l'État a privé les organismes HLM de six milliards d'euros. À cela s'ajoutent les coupes budgétaires sur les APL, quatre milliards d'euros en 2022.

À l'occasion de la présentation de ce rapport, le 2 février, plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont été invités à présenter leurs propositions en matière de logement. Taubira est restée particulièrement floue, se refusant à donner

des objectifs chiffrés et se lançant dans des considérations fumeuses sur l'usage du mot SDF : « Je dis "personnes sans abri". Pour les personnes déjà en situation de fragilité dans la société, d'humiliation permanente en impouvoir de vivre, il faut faire attention à la façon dont on les nomme. » Les autres candidats, eux, se font fort d'augmenter le nombre de logements sociaux à 125 000 pour Pécresse, 150 000 pour Hidalgo, 200 000 pour Mélenchon et Roussel. Dans ce domaine aussi, les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Depuis des années, quelle que soit l'étiquette politique du président et de ses ministres, c'est la même

politique qui est menée : pour pouvoir subventionner toujours davantage la classe capitaliste, l'État ne cesse de se désengager du secteur du logement social, qui tombe de plus en plus sous l'emprise de la finance. Même en restreignant les dépenses pour l'entretien et les rénovations, l'endettement des HLM auprès des banques va croissant.

Il ne sera pas possible de mettre fin à la crise du logement sans construire les logements nécessaires à des prix accessibles, que les promoteurs immobiliers et les géants du BTP le veuillent ou non. Pour financer cette construction et le faire au prix coûtant, il faudra prendre sur les profits de la classe capitaliste



et sur les grandes fortunes bourgeoises. Rien de tout cela n'est évoqué par les candidats de la gauche réformiste, qui montrent ainsi qu'ils n'entendent donner aucun contenu réel à leurs vagues promesses.

Jean Sanday

Dépenses de chauffage : hausse insupportable

Ce mois-ci, de nombreux locataires de HLM ont eu la surprise de découvrir sur leur quittance de loyer une augmentation très significative des provisions pour le chauffage collectif.



Par exemple Partenord, qui gère plus de 50 000 logements dans les Hauts-de-France, a appliqué une augmentation de 25 euros pour les plus petits appartements. Pour un T4, 46 euros supplémentaires ont été demandés aux locataires de Saint-Quentin. Mais, pour certains, la note peut monter à 60 euros. Sur l'année, la facture de chauffage telle que l'anticipent les sociétés de logements collectifs pourrait augmenter de plusieurs centaines d'euros. Dans l'ensemble du pays, trois millions de foyers sont potentiellement concernés, alors que la grande majorité des locataires de ces appartements à loyer modéré ont des revenus faibles. Sur une retraite de 800 euros, un RSA de 500 euros ou un smic, ces

quelques dizaines d'euros supplémentaires par mois sont insupportables.

Le tarif pour les usagers est fixé par une Commission de régulation de l'énergie (CRE) et dépend de l'utilisation du gaz (chauffage ou non) et de la zone tarifaire du logement, elle-même fonction du coût d'acheminement.

Il est vrai que fin septembre, devant la flambée du prix du gaz, le gouvernement a annoncé un gel du prix de vente jusqu'en avril 2022, puis, un mois plus tard, pour toute l'année 2022, avec un rattrapage de la hausse en 2023. Mais ce gel a été décidé uniquement pour les particuliers disposant d'un contrat basé sur les tarifs réglementés.

Ceux qui dépendent

d'une autre tarification sont concernés indirectement, les fournisseurs ne pouvant pas augmenter trop le prix face à la concurrence d'Engie et le gouvernement ayant prévu de leur verser une compensation. Les locataires de logements équipés d'un chauffage collectif au gaz, eux, ont été oubliés.

S'agit-il de négligence ou de mépris gouvernemental pour la population la plus en difficulté? Quoi qu'il en soit, si les locataires de cités HLM ne veulent pas voir leur revenus amputés de plusieurs centaines d'euros cette année, ils devront se faire entendre et demander au minimum que le gel du prix soit appliqué aussi aux logements avec chauffage collectif au gaz.

Inès Rabah

Télévision : vous avez dit "pluralisme" ?

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de publier les chiffres des temps d'antenne accordés en janvier par les chaînes de télévision aux candidats à l'élection présidentielle. L'impression que l'on ne voit pas Nathalie Arthaud sur celles-ci est totalement confirmée. TF1 et M6, chaînes privées en voie de fusion, n'ont accordé aucun temps de parole

à notre candidate durant un mois complet! France 2, chaîne publique, non plus. Elle a juste accordé 14 secondes aux soutiens de Nathalie Arthaud... Il est vrai que le service public s'est rattrapé avec France 3, qui a royalement montré Nathalie 6 secondes: il fallait être vif pour l'apercevoir à l'écran.

C8, chaîne du très réactionnaire milliardaire

Bolloré, se paie le luxe de faire mieux, avec une minute entière consacrée à la candidate du camp des travailleurs. Toutefois sa chaîne info, CNews, qui pourtant tourne en boucle sur l'actualité, n'a trouvé que 40 secondes à accorder à la campagne de Nathalie Arthaud. LCI fait un peu mieux avec 5 minutes et 32 secondes, ce qui ne représente toutefois que 0,1% du

temps d'antenne dont ont bénéficié les candidats sur cette chaîne info.

Enfin, sur BFMTV, Nathalie a eu droit à 0,34% du temps d'antenne des candidats, soit 11 minutes et 45 secondes. Sans doute le maximum tolérable pour des médias qui ne voudraient surtout pas bousculer le pouvoir de la bourgeoisie.

La loi précise que le

CSA « assure le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion dans les programmes de télévision ». Il a encore un effort à faire! Heureusement, les militants de Lutte ouvrière et tous les soutiens de notre candidate n'attendent pas le bon vouloir des médias pour faire connaître leurs idées.

Lucien Déroit

LR, extrême droite : **défense du pouvoir d'achat... des riches**

Chez tout candidat à la présidentielle qui se respecte, la nécessité de défendre le pouvoir d'achat ne peut pas ne pas être abordée.

Le thème est traité de manière semblable chez Péresse, Le Pen et Zemmour.

Pour la candidate LR, il était question il y a quelques mois d'augmenter mécaniquement les salaires jusqu'à 2,2 smic, en transférant aux employeurs les cotisations salariales vieillesse payées par les salariés, les deux tiers du coût étant alors pris en charge par l'État. Mais, le patronat lui ayant fait savoir qu'il n'était pas question d'accepter une augmentation du « coût du travail » qu'il estime à près de 8 milliards, Péresse a revu son projet. Elle propose de baisser les cotisations des salariés de 2,4%. Cette

manœuvre permettrait par magie d'aboutir à une hausse de 3%, puis 5% l'an prochain, puis 10% au bout de cinq ans.

Zemmour, avec un Z qui veut dire Zéro, proposait à Lille et à « la France qui travaille » une « prime zéro charge avec zéro taxe et zéro Urssaf », d'un montant libre au bon vouloir des patrons. Ceux-ci pourraient ainsi « récompenser le travail et le mérite », autrement dit payer à la tête du client, et s'ils ne sont pas trop pingres.

Quant à Le Pen, surtout préoccupée de se

débarrasser de ce concurrent bruyant sur son propre terrain, elle fustige ce principe de prime et suggère, comme Péresse, de jouer sur les cotisations patronales, dont les entreprises seraient exonérées pendant cinq ans, pour les salaires se montant jusqu'à trois smic. Bien dans la ligne des exigences du Medef, Le Pen propose alors de supprimer complètement pour les employeurs les impôts dits de production, la cotisation foncière des entreprises et la contribution sociale de solidarité des sociétés.

Venant de ces trois piliers de la réaction, la seule vraie promesse est que, quoi qu'il arrive, le patronat n'aura rien à payer.

Viviane Lafont

Le Pen : rien à refuser au patronat

Le 27 janvier, Marine Le Pen avait déroulé son programme économique devant un parterre patronal ravi.

Et il y avait de quoi car, en la matière, la candidate d'extrême droite ne se distingue pas de ses concurrents directs, tous à genoux devant le capital.

Les auditeurs ont donc écouté béatement Marine Le Pen leur promettre de nouvelles suppressions d'impôts, leur garantir que le smic n'augmentera pas, les assurer que leurs cotisations sociales diminueront et que l'État fera tout pour protéger leurs profits. Le tout était assorti de déclarations d'amour à la propriété privée et à la rage d'accumuler qui caractérise ceux qui ont du bien.

Les journalistes présents ont toutefois noté que l'assistance récriminait sur la question des retraites. Le

programme de Le Pen mentionnait en effet le retour au départ à soixante ans après quarante annuités, alors que le patronat veut à toute force faire exploser le système afin de réduire encore ses cotisations.

Il n'aura fallu que quelques jours à l'auto-proclamée défenseuse des classes populaires pour rectifier le tir : le 7 février, elle annonçait modifier son programme sur la question et ne plus parler que d'aménagements possibles pour les travaux pénibles et les carrières longues. Et, pour le reste, ce sera travailler, ou être au chômage plus longtemps puis percevoir des pensions diminuées. C'est très précisément la politique de tous les gouvernements depuis 1993 et ce sera celle du prochain président, quel qu'il soit, puisque c'est celle du Medef.

Paul Galois



C'est dans la rue qu'il faut répondre.

Le Maire et ses promesses : un disque rayé

Le 8 février à la radio, le ministre de l'Économie, Bruno Maire, a joué un air connu : le gouvernement se préoccuperait de bien rémunérer le travail.

Il a répété que le gouvernement fait « tout pour protéger les Français de l'augmentation des prix » et promis la fin de l'inflation « d'ici fin 2022 ».

Le Maire a ressorti la vieille lune de l'intéressement et de la participation qui ne dépendent de toute façon que du bon vouloir des patrons. Et de déclarer : « Il faut un meilleur partage de la valeur. Il faut que l'intéressement et la participation se développent [...], pour qu'un salarié sache que, quand son entreprise va bien,

cela va mieux pour lui. »

La prime de participation est en théorie obligatoire pour toutes les entreprises de plus de 50 salariés. Le Maire envisagerait de l'étendre aux plus petites entreprises. Mais, si elle est avantageuse, c'est surtout pour les patrons, puisqu'elle est exonérée de cotisations sociales patronales. Quant à la prime d'intéressement aux bénéficiaires, elle est censée varier en fonction des résultats de l'entreprise. Seul le patron en fixe le montant, de même que les conditions

pour la toucher, sans qu'aucun contrôle soit vraiment possible. Son montant varie ainsi souvent, par exemple en fonction de l'assiduité du salarié, ce qui donne un prétexte de plus aux patrons pour faire pression sur les travailleurs.

Intéressement et participation ont été mis en place par les patrons précisément pour tenter de convaincre les salariés que leur sort dépend de la bonne santé de l'entreprise, que patrons et travailleurs sont dans la même barque. Mais les salariés font constamment l'expérience du contraire, et les discours du ministre n'y changeront rien.

Aline Retesse

Mélenchon et Roussel : promesses minimum pour salaire minimum

Le candidat du PCF, Fabien Roussel, se déclare partisan d'« augmenter le smic horaire pour atteindre rapidement 1500 euros net par mois ». Jean-Luc Mélenchon, lui, parle de 1400 euros net et renvoie l'augmentation des autres salaires à des négociations immédiates par branche. Le renvoi à des négociations revient à laisser la décision aux patrons, comme c'est le cas dans celles qui ont lieu tous les ans.

Alors que le smic est aujourd'hui d'environ 1 269 euros net et que Castex lui-même a indiqué, en annonçant sa prime inflation, qu'au-dessous de 2000 euros on est dans la pauvreté, ces propositions sont particulièrement timides. Elles montrent le souci des deux candidats de ne pas déplaire au patronat.

Quant à la façon d'obtenir satisfaction, ces candidats de gauche s'en tiennent au « Votez pour moi et vous l'aurez ». En répandant l'idée qu'il suffirait de déposer dans l'urne un bulletin à leur nom pour

obtenir les nécessaires augmentations de salaire, les Mélenchon et Roussel contribuent à désarmer la classe ouvrière. Cela fait de leurs promesses sur le smic un simple affichage électoral.

Les travailleurs n'ont pas besoin de promesses électorales, d'autant plus faciles à faire de la part de candidats n'ayant aucune chance de parvenir au pouvoir. Aujourd'hui, dans bien des entreprises, ce n'est que par la grève que les travailleurs réussissent à obtenir des augmentations un petit peu moins dérisoires que celles que proposent les patrons. Mais ni Mélenchon ni Roussel n'évoquent les luttes ouvrières nécessaires. Ce sont ces luttes qu'il faut préparer et, quand Nathalie Arthaud dit qu'aucun salaire ne devrait être inférieur aujourd'hui à 2000 euros, ce n'est pas pour les promettre si elle était élue, mais pour dire qu'une lutte d'ensemble des travailleurs devra les imposer au prochain gouvernement, quel qu'il soit.

Daniel Mescla

L'Europe de Macron: toujours plus de frontières

Mercredi 2 février à Tourcoing, Emmanuel Macron, en tant que président actuel du Conseil de l'Union européenne, a réclamé une réforme de l'espace Schengen, pour un contrôle plus efficace des frontières.

L'exemple de Parvin, une Iranienne aujourd'hui installée en Allemagne, illustre quelle réalité recouvrent ces formules. Elle a déposé plainte le 2 février devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dénonçant des sévices endurés quand les gardes-frontières grecs l'ont refoulée à six reprises vers la Turquie entre février et juin 2020. «*J'ai été menottée, battue, aspergée de gaz lacrymogènes, torturée presque jusqu'à la mort*», raconte-t-elle. Elle témoigne de sa capture par des policiers grecs ou des hommes masqués et de sa détention

dans des conteneurs ou des bâtiments non identifiés, avant d'être renvoyée vers la Turquie.

Ces faits ont eu lieu dans une zone frontalière,

le long de la rivière Evros, sous contrôle exclusif de l'armée grecque, où ni les journalistes ni les ONG ne peuvent plus pénétrer. Des murs de barbelés ont été dressés, des canons sonores installés, drones et caméras détectent les passages et quelque 800 hommes, dont des gardes-frontières de Frontex, ont été déployés le

long de la frontière turque.

Certains migrants ne pourront jamais témoigner: mercredi 2 février, les autorités turques ont accusé les gardes-frontières grecs d'être responsables de la mort de douze d'entre eux, retrouvés dépouillés de leurs vêtements et morts de froid.

Macron demande plus

de frontières, plus de contrôles, comme le font Zemmour et Le Pen, et pour les mêmes raisons: en tirer un gain électoral à la veille des élections présidentielles en France. Dans la réalité, cela revient à réclamer plus de brutalité, plus de sévices et de risques mortels pour les migrants.

Boris Savin

Une louche d'extrême droite, une pincée de gauche

Le quasi-presque-futur-candidat Macron était en campagne dans le Nord mercredi 2 février. Derrière la comédie du «*Je ne suis pas candidat car j'ai trop de responsabilités en tant que président*», la mise en scène et les déclarations étaient soigneusement étudiées, comme il

se doit.

Pour donner quelques gages peu coûteux à un potentiel électoral de gauche, le président s'est recueilli sur le lieu d'une explosion ayant tué quarante-deux mineurs dans la mine de Liévin en 1974. Il s'est lui-même comparé à Mitterrand, dernier président

à être venu se recueillir sur les lieux du drame, et a promis aux familles des ouvriers un avenir radieux grâce à une hypothétique «*vallée européenne de la batterie*». Les promesses sont bien la seule chose dont les bourgeois, présidents ou non, ne sont pas avares.

Pour juger de sa sincérité, ce discours est à comparer aux propos tenus le même jour contre l'immigration. On voit comment Macron, face à des concurrents de droite et d'extrême droite, voudrait séduire en se mettant au niveau du marigot.

Camille Paglieri



Police: la démagogie sécuritaire au programme

Mercredi 2 février, Pécresse, Le Pen, Zemmour et Darmanin ont été auditionnés par le syndicat de policiers Alliance, dans le cadre de la campagne présidentielle.

Le dirigeant de cette organisation est connu pour son goût des formules édifiantes, telles que «*Le problème de la police, c'est la justice*». Il a donc offert sur un plateau à ces politiciens une occasion supplémentaire d'alimenter la surenchère réactionnaire et anti-immigrés à laquelle se résume une grande partie de leur campagne électorale.

Les candidats de gauche qui, comme Jadot et Roussel, avaient pourtant participé le 19 mai 2021 à la manifestation organisée par ce même syndicat de policiers, n'ont pas osé s'y montrer

cette fois-ci.

Pécresse a ouvert le bal en promettant une hausse de 50% du budget de la police, de l'équiper en drones et de compléter le génie policier français d'une bonne dose d'intelligence artificielle. Pour ne pas être en reste, Le Pen a poursuivi en défendant une «*présomption de légitime défense renforcée*» pour les policiers. Quant à Zemmour, il a surenchérit en présentant, sous les applaudissements de l'assistance, les policiers comme les premières lignes du «*combat de civilisation*» qu'il déclare mener. Enfin,

Darmanin s'est chargé de clore la réunion en égrenant les mesures prises par son gouvernement en faveur de la police. Budgets en hausse constante, loi Sécurité globale: le ministre avait l'embarras du choix. Et de conclure, en soutien au président pas encore candidat, que celui-ci «*aime la police*».

En caressant les policiers dans le sens du poil, ces politiciens se disputent les voix de l'électorat le plus à droite. Mais ils savent aussi que leur politique et la guerre sociale menée par le patronat les exposent à des conflits sociaux explosifs et qu'alors la fidélité des forces de l'ordre à l'égard du pouvoir comptera.

Sacha Kami

Julian Assange: l'asile politique dénié au lanceur d'alerte

Vendredi 3 février, les députés ont en majorité rejeté une proposition demandant au gouvernement d'accorder l'asile politique à Julian Assange, ce journaliste australien fondateur de WikiLeaks.

Assange est poursuivi par la justice américaine pour avoir diffusé des milliers de documents portant sur la guerre menée par les États-Unis en Irak et en Afghanistan. Il a dévoilé ainsi des pratiques soldatesques ignobles que le gouvernement aurait bien voulu garder secrètes.

Actuellement détenu dans une prison de haute sécurité en Angleterre, Julian Assange vit sous la menace d'être extradé à tout moment vers les États-Unis, où il risque une peine de 175 années de prison. Son seul tort est d'avoir révélé au grand public l'ampleur des massacres et des destructions commises dans ces deux pays du Moyen-Orient par les États-Unis au

nom de la défense de la démocratie américaine. Cela n'ébranle ni les députés de la majorité ni le ministre du Commerce extérieur, Frank Riester. Ce dernier s'est opposé à la demande d'asile politique, en s'abritant derrière le fallacieux prétexte qu'elle ne serait pas du ressort de l'Assemblée!

Tous ces beaux parleurs sont très courageux pour donner des leçons de démocratie aux pays qui n'obéissent pas au doigt et à l'œil aux desiderata du gouvernement. Mais, qu'il s'agisse de prendre la défense d'un homme emprisonné pour avoir critiqué la première puissance impérialiste mondiale, là, il n'y a plus personne.

Marianne Lamiral



Apprentissage : exploités, sous-payés et sans emploi

Gouvernement et médias multiplient les déclarations triomphalistes au sujet des 718 000 contrats d'apprentissage signés en 2021, en hausse de 37 % par rapport à l'année précédente.

Il s'agit de faire passer par tous les moyens l'idée que la crise est finie et que le chômage est de l'histoire ancienne.

Être apprenti, c'est d'abord être sous-payé en alternant pendant un à trois ans des phases de travail et de formation. La

rémunération augmente avec l'âge et l'ancienneté. C'est un quart du smic ou du salaire minimum défini par la convention collective la première année, pour les moins de 18 ans. Les apprentis de 21 à 25 ans touchent les trois quarts du salaire minimum la troisième

année du contrat. Seuls les plus de 25 ans se voient accorder le salaire minimum complet.

La propagande gouvernementale présente le développement de l'apprentissage comme une solution pour l'emploi des jeunes ayant obtenu un diplôme de niveau bac ou un CAP. En réalité, c'est principalement chez ceux qui sont titulaires d'un Bac+3, ou qui ont réalisé des études plus longues,

que l'apprentissage explose. Ceux-ci représentaient 40 % des contrats d'apprentissage signés en 2021, une part deux fois plus importante que trois ans plus tôt. Leur nombre est ainsi passé de 67 000 en 2018 à 276 000 en 2021, tandis que celui des CAP passait de 130 300 à 154 800. Le développement récent de l'apprentissage reflète donc surtout une hausse de la précarité chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

Six mois après la fin de leur apprentissage, six jeunes sur dix occupent un emploi, ce qui est présenté comme un grand succès du dispositif, mais cela veut aussi dire que quatre apprentis sur dix se retrouvent au chômage après avoir été exploités et sous-payés.

En plus de l'aubaine pour le patronat représentée par ces bas salaires, l'apprentissage est pour lui un moyen de choix pour se gaver d'argent public. Dans le cadre des 700 000 contrats conclus en 2021, les patrons ont touché 5 000 euros de prime pour un apprenti de moins de 18 ans et 8 000 euros pour les autres. La seconde année, ils touchent encore 2 000 euros, puis 1 200 euros les suivantes. Une part considérable de la rémunération, et parfois la totalité, est ainsi prise en charge par l'État.

Salaires au régime sec et déluge d'argent public : pas étonnant que le patronat et ses porte-parole applaudissent des deux mains, et qu'ils en redemandent !

Sacha Kami

Lycée Jean-Macé – Vitry : des journées de grève

Mardi 1^{er} février, les enseignants du lycée Jean-Macé de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, prenaient connaissance de la nouvelle dotation horaire globale, c'est-à-dire les moyens horaires alloués par le rectorat pour l'année prochaine : ce sera une centaine d'heures en moins par semaine pour le lycée général et technique et la section professionnelle.

C'est un coup de rabet supplémentaire, après des années de baisse, et cela a décidé une majorité des enseignants à la grève. Les deux années chaotiques de la pandémie auraient au contraire justifié des moyens supplémentaires, pour pallier les difficultés liées à la perte d'heures d'enseignement. Mais le

rectorat enlève des heures et des postes.

Le jour même, soixante enseignants votaient la grève, et le lendemain matin à 7 h 30 une trentaine d'entre eux distribuaient des tracts. Dans ce lycée qui a des traditions de lutte, il n'y avait pas eu une telle mobilisation ni une telle détermination depuis un moment. Chaque jour, des discussions ont eu lieu en assemblée générale pour savoir quelles revendications mettre en avant.

Les professeurs ont mis sur papier ce qu'ils estiment nécessaire simplement pour enseigner dans des conditions normales, dans des classes aux effectifs convenables, avec des débordements et un nombre de

postes correct. Ce n'est donc pas une centaine d'heures d'enseignement en moins par semaine qu'il faut aux 1 900 lycéens de Jean Macé, mais au contraire 400 heures en plus.

Un rassemblement organisé jeudi 3 février devant le lycée a été un succès. Il a regroupé une centaine de personnes, des professeurs du lycée mais aussi quelques élèves, des militants de la CGT, des AESH en grève, des salariées de Sanofi, des élus... Chacun a pu prendre la parole, partager la conviction qu'il fallait lutter ensemble. Une belle occasion également pour roder les nouvelles chansons de lutte. Mardi 8 février, la grève était reconduite.

Correspondant LO



Pantin, le 5 février.

Pantin : enseignants non remplacés, scolarité sacrifiée

Samedi 5 février, le long du canal de l'Ourcq à Pantin en Seine-Saint-Denis, trois cents personnes étaient rassemblées pour réclamer des moyens supplémentaires au sein des établissements scolaires, à commencer par le minimum : le remplacement des professeurs absents.

« Enseignants non remplacés : scolarité sacrifiée », « Où sont les remplaçants ? », pouvait-on lire sur les pancartes. Dans les écoles, il n'y a plus de remplaçants depuis des semaines. Avec le protocole sanitaire de Blanquer-Castex, les parents sont obligés de garder leurs enfants à la maison. Au lycée Lucie-Aubrac, il n'y a pas d'assistante

sociale ni d'infirmière depuis la rentrée de septembre. Au collège Lavoisier, il n'y a pas eu d'infirmière pendant deux mois. Au collège Jean-Lolive, des élèves sont sans professeur d'allemand depuis septembre...

Les exemples s'enchaînent. Le constat de tous est que cette situation, qui perdure depuis des années, prend à présent une tournure de plus en plus inacceptable. Contents de se retrouver ensemble pour exprimer leur colère, tous se sont dits bien décidés à ne pas baisser les bras.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Des robots au placard, faute d'humains

« Coordinatrice Apadhe (accompagnement pédagogique à domicile, à l'hôpital ou à l'école), je veux témoigner de la façon dont s'est concrétisée une initiative récente de l'Éducation nationale.

Depuis quelque temps en effet, a été développé un programme de téléprésence, baptisé TED-i, qui se veut une solution pour les élèves empêchés par une maladie grave et de longue durée, afin qu'ils puissent suivre des cours à distance depuis l'hôpital ou leur domicile. L'équipement se compose d'un robot télécommandé muni d'un écran, d'une

caméra, d'un micro et d'un haut-parleur, qui sont placés dans la classe. Cela permet à l'élève, muni d'un ordinateur ou d'une tablette, de suivre les cours en direct et d'interagir.

Ce système représente bien sûr un progrès pour les élèves concernés, comme pour leur famille. Là où le bât blesse, c'est au niveau de sa mise en œuvre. Dans l'académie d'Orléans-Tours par exemple, une cinquantaine de robots ont été achetés. Puis les coordinateurs Apadhe ont été conviés à une journée d'information à Blois. Mais, ensuite, il fallait récupérer soi-même le robot

dans un carton faisant deux mètres de long, ce qui ne rentrait pas dans les voitures de certains collègues. Et, surtout, il fallait installer l'ensemble soi-même, aucune aide d'un technicien n'étant prévue. Le résultat est que seule une minorité de robots a été mise en service. Alors, un grand nombre de ces robots sont toujours stockés dans les locaux de l'inspection académique.

Voilà comment une bonne idée peut, faute de moyens humains pour la mettre en œuvre, se transformer en gâchis... sauf pour le fabricant de robots, bien sûr. »

Une lectrice

Emploi: **embellie de façade**

« **Nombre de créations d'emplois inédit** » pour le journal *Le Monde*, « **Nombre d'emplois record** » pour *Les Échos*: la grande presse n'est pas avare de superlatifs, à croire qu'elle veut s'inscrire dans la campagne de Macron pour sa réélection comme président censé avoir fait reculer le chômage et sauvé l'économie de la crise.

À l'appui de cette campagne, la publication par l'Insee de ses derniers chiffres de l'emploi salarié privé pour l'année 2021, qui se solderait par 650 000 de plus. Si l'on en croit cet institut, qui par ailleurs dénombre régulièrement

1,5 million de chômeurs de moins que Pôle emploi, il y aurait même un peu plus de postes de travail dans le privé aujourd'hui qu'en 2019.

À y regarder de plus près, l'Insee compte comme salarié employé toute personne

ayant travaillé au moins une heure au cours du trimestre. Ainsi, 20 millions d'emplois comptabilisés au dernier trimestre de 2021 dans les entreprises privées ne signifie pas que 20 millions de travailleurs ont un salaire complet chaque mois. À cela s'ajoute le fait que de plus en plus de salariés ne trouvent du travail qu'à temps partiel et ont donc besoin de deux emplois pour vivre.

Il faut aussi tenir compte du nombre record d'apprentis: 700 000 dans le privé l'an dernier, le double de 2019. Ce sont des emplois précaires par nature. Comme l'est l'emploi intérimaire, en croissance fin 2021, du fait des remplacements des centaines de milliers de salariés positifs au Covid. Même l'Insee l'avoue: hors travail temporaire, l'emploi salarié privé n'a augmenté que modérément, de 0,2% au quatrième trimestre 2021.

La réalité est donc à mille lieues du discours gouvernemental sur le thème de *Tout va très bien Madame la Marquise*, destiné à faire oublier combien le monde du travail subit réellement la crise que le grand capital lui impose.

Lucien Déroit



Orpea, Korian: **tout pour le profit**

Le Canard Enchaîné a révélé début février qu'Yves Le Masne, l'ex-directeur général d'Orpea qui vient d'être limogé, a vendu l'été dernier 5 456 actions du groupe, trois semaines après avoir appris la préparation du livre *Les fossoyeurs*, qui décrit les mauvais traitements sur les personnes âgées dans les maisons de retraite du groupe. Elles lui ont rapporté près de 600 000 euros.

Serait-il alors coupable de délit d'initié, c'est-à-dire d'avoir profité d'une information confidentielle pour vendre des actions à prix fort avant une baisse prévisible de leur cours? Ce qui est certain, c'est que, pour l'ancien comme pour le nouveau dirigeant d'Orpea, ainsi que pour les actionnaires, les maisons

de retraite ne sont qu'un moyen comme un autre de dégager d'énormes profits. Le groupe Orpea a réalisé 160 millions de bénéfices en 2020, et a distribué à ses actionnaires 56 millions de dividendes.

Ce qui inquiète les actionnaires d'Orpea, ce ne sont pas les mauvais traitements aux personnes âgées, mais la chute du cours de leurs actions en Bourse, suite au scandale. C'est aussi le cas des autres groupes de maisons de retraites privées, comme Korian, DomusVi ou Le Noble Âge, dont les actions ont chuté aussi, et qui craignent d'être mis en cause à leur tour, tant leurs méthodes pour faire de l'argent entraînent les mêmes maltraitements sur les personnes âgées.

Hélène Comte



Nos lecteurs écrivent **Il n'y a pas que chez Orpea**

Aide-soignante en Ehpad retraitée depuis cet été, je souhaite faire part de mon témoignage suite au scandale Orpea. L'Ehpad dans lequel j'ai travaillé entre 2001 et 2021 se situe à Flers, en Normandie, et avait un statut associatif jusqu'en 2018. Il fait à présent partie d'une fondation qui gère une quarantaine d'établissements de soins et a un statut officiel « privé non lucratif ». On pourrait donc croire que les conditions n'y ont rien à voir avec les groupes Orpea ou Korian, qui sont cotés en Bourse.

Qu'on en juge: nous n'avons pas de salle de repos. Jusqu'en 2018, nous avions un fauteuil, qui a été enlevé. Pendant des années,

LVMH: **l'Homme qui Valait des Millions par Heure**

La multinationale LVMH, qui détient 75 marques, dont Louis Vuitton, Moët Hennessy et Sephora, affiche un bénéfice record de 12 milliards d'euros en 2021.



Les sacs Book Tote de Dior coûtent la modique somme de 2 800 euros.

L'argent coule à flot pour les actionnaires du groupe. Et ce sont des centaines de millions qu'ils vont se partager.

Mode, maroquinerie de luxe... les ventes ont explosé. Tandis que des millions de travailleurs, dont ceux qui travaillent pour l'industrie du luxe, ne parviennent plus à joindre les deux bouts et économisent jusque sur le chauffage, les plus riches se sont fait plaisir cette année, en achetant un sac à main Dior à 7 000 euros, une malle Louis Vuitton à 175 000 euros ou encore un chouchou pour les cheveux à 190 euros!

Du côté des salariés du groupe, il n'y a pas de quoi sabrer le champagne. Des

promesses d'embauche ont été lancées par LVMH. Mais rien n'assure qu'elles seront tenues et, même si elles le sont, les deux tiers des embauches annoncées pour la France sont des stages ou de l'apprentissage.

Quant aux salaires, le groupe refuse de les augmenter pour, dit sa responsable des ressources humaines, rester compétitif. En revanche, le PDG et principal actionnaire, Bernard Arnaud, première fortune de France, touchera l'équivalent de 3,8 millions par jour. C'est révoltant d'indécence. Mais c'est juste le véritable visage du capitalisme.

Joséphine Sina

chaque aide-soignante disposait de 1h40 pour faire la toilette de huit résidents et les installer en salle à manger, ce qui était impossible. Alors, dans cet Ehpad aussi, on ne lavait pas les résidents tous les jours, avec tout ce que cela comporte d'indigne et de choquant.

Il y a quelques années, ce problème du temps pour les toilettes s'est amélioré. Mais une des raisons de cette évolution est la moindre mobilité des résidents, qui sont plus nombreux à être très âgés et dépendants, et à ne plus pouvoir descendre à la salle à manger. Nous ne sommes donc plus contraints par l'heure du repas pour leur toilette, mais ils doivent payer le prix de

cette amélioration par une plus grande solitude.

Les besoins des résidents en soins se sont accrus avec le temps, mais évidemment pas les effectifs. La nuit, nous sommes deux (une agent de service et une aide-soignante) pour 86 lits! Seulement deux travailleuses pour changer les personnes souillées, prendre garde aux fugues, dans cet établissement non sécurisé, et s'occuper des urgences. Avec la fatigue et le danger que cela représente. Quant au salaire, celui d'un agent est le smic et celui d'une aide-soignante est à peine au-dessus.

Une lectrice de Flers (Orne)

Russie-Ukraine : Macron-Poutine-Zelensky discutent, les peuples trinquent

À 63 jours du scrutin présidentiel en France, Macron a voulu poser au dirigeant de stature internationale. Il s'est rendu à Moscou et à Kiev pour discuter avec le chef de l'État russe puis avec son homologue ukrainien, Zelensky, de la tension entre l'OTAN et la Russie à propos de l'Ukraine.

Pourtant, l'arrêt de la poussée de l'alliance militaire occidentale vers les frontières de la Russie ne dépend, et Poutine le sait, que du rapport de force avec les États-Unis. Or ceux-ci ne cessent de faire monter les enchères. Ils envoient toujours plus d'armes et de troupes en Europe orientale, tout en « informant » le monde entier sur une invasion possible de l'Ukraine par la Russie qui, selon les services secrets américains, serait même fixée à la mi-février.

Face à cette escalade militaire, le chef du Kremlin n'est évidemment pas mécontent de se montrer ouvert au dialogue. Mais, après cinq heures de face-à-face, Poutine a remis les pendules à l'heure : « Je considère un certain nombre des idées et propositions d'Emmanuel Macron, dont il est encore un peu tôt pour discuter, comme possibles pour jeter les bases d'avancées communes. »

Le résultat est plus que maigre, il n'y a même rien à ronger sur l'os que M. Bons-Offices rapporte de Moscou. Mais il en aurait fallu plus pour interrompre le spectacle. Après Kiev, il s'est poursuivi à Berlin, où le chancelier allemand a été informé des « avancées » obtenues par Macron.

Les populations et la guerre

On pourrait parler de simple mise en scène, s'il n'y avait les populations d'Ukraine et de Russie. Qu'elles ne figurent pas dans les communiqués officiels et bien peu dans les reportages télévisés ne doit rien au hasard. Pour les Macron, Poutine, Biden ou Zelensky, elles n'existent pas dans ce bras-de-fer, ou bien comme chair à canon. C'est déjà le cas dans l'est séparatiste de l'Ukraine, le Donbass, où les affrontements entre les forces pro-russes et ukrainiennes ont déjà fait 15 000 morts, des destructions sans nombre et provoqué l'exode de centaines de milliers de personnes.

C'est, de part et d'autre de la ligne de front du Donbass, là où les obus n'ont jamais cessé de tomber depuis huit ans, que les populations semblent le plus craindre que le conflit, pour l'instant limité, entre Moscou et Kiev ne dégénère et se généralise. Et cela, même si Zelensky répète que tout ira bien, vu les armes que l'Occident fournit à Kiev. Les partisans de l'ex-président Porochenko comme les formations ultra-nationalistes en appellent à une « lutte héroïque » contre « l'ennemi russe ». Mais, dans les régions, les autorités, qui dépendent de puissants groupes d'oligarques,



À Vodiane, dans le Donbass.

n'entonnent pas toutes la trompette guerrière avant de savoir dans quel sens le vent – et le rapport de force – peut tourner.

Ajouté au discrédit de Zelensky – on a récemment parlé de son prochain renversement – cela fait que la population ukrainienne n'est sans doute pas aussi contaminée par la propagande nationaliste que le prétendent le pouvoir à Kiev, ses parrains occidentaux et les médias en France. Et puis, dans les couches laborieuses, l'idée d'une guerre peut sembler lointaine. D'abord sur un plan géographique quand on vit loin de la frontière russe, mais surtout parce que les travailleurs, les retraités, les pauvres ont bien d'autres préoccupations, plus immédiates, et pour l'instant plus vitales.

L'année écoulée, 600 000

Ukrainiens, un chiffre assez stable depuis des années, ont émigré pour chercher un emploi : en Pologne et en Tchéquie le plus souvent, en Allemagne, en France, partout où l'on peut espérer vivre mieux qu'en Ukraine. Et ce n'est pas difficile, quand le niveau de vie plonge aussi vite que le cours de la monnaie nationale, la hryvnia, ou quand, même aux abords de la capitale, de longues coupures de courant se produisent plusieurs fois par semaine.

« L'ennemi est dans notre propre pays »

Les coupures de courant ne sont pas rares non plus en Russie. Car l'État fait des économies sur l'entretien du réseau. Et l'exportation du pétrole et du gaz, dont le pays regorge pourtant, importe plus aux bureaucrates qui le gouvernent, et qui contrôlent cette manne, que de satisfaire la population.

C'est d'ailleurs parce que cette même population voit son niveau de vie se dégrader fortement depuis des années que les autorités ont tout lieu de craindre son mécontentement.

Selon une recette éprouvée, Poutine cherche donc en permanence à créer un climat de citadelle assiégée, afin d'obliger à serrer les rangs derrière lui. De ce point de vue, la stratégie de la tension choisie par les États-Unis et leurs alliés rend un grand service à la bureaucratie russe, en lui offrant

sur un plateau un prétexte pour mettre au pas sa population. Et elle ne s'en prive pas, en interdisant les organisations qui lui déplaisent, en emprisonnant ceux qui la critiquent, en créant un climat d'autoritarisme policier renforcé.

Rien ne dit que tout cela permettra aussi au Kremlin d'avoir un soutien unanime. Lors de son intervention militaire au Kazakhstan début janvier, que Washington, Paris, Londres et Berlin approuvaient car elle visait à mater la classe ouvrière, Poutine n'a pas obtenu de soutien massif à domicile, même quand il a prétendu défendre les Russes du Kazakhstan. Dans le conflit autour de l'Ukraine, Poutine a pu voir sa propagande va-t-en-guerre reprise, des monarchistes au prétendu parti communiste KPRF en passant par l'appareil d'État. Mais c'est loin d'être le cas parmi les travailleurs.

Ceux-ci constatent sans doute de plus en plus nombreux que ce pouvoir est celui de leurs exploités. Ils savent aussi que l'inflation permanente des budgets militaires, nécessaire aux galonnés, aux industriels de l'armement et à ceux qui dirigent l'État, est payée par les couches populaires. Son prix est de plus en plus insupportable, en Ukraine et en Russie, alors même que ces populations, qui n'ont aucun intérêt à se combattre, voient leur niveau de vie fondre et même s'effondrer.

Pierre Laffitte

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 221 (février 2022) :

- Nathalie Arthaud, candidate à l'élection présidentielle
- Kazakhstan : la classe ouvrière face aux bureaucrates, à Poutine et aux puissances impérialistes
- Chine – États-Unis : une concurrence féroce mais inégale
- Inde : un bilan du « mouvement des paysans »
- Afrique du Sud : au lendemain des élections municipales : clap de fin pour l'ANC ?
- Lire Rosa Luxemburg

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.



Italie : le travail tue, la police réprime

Le 21 janvier, un énième accident du travail mortel s'est produit dans une entreprise métallurgique de Pavie, où un jeune de 18 ans, Lorenzo Parelli, a été écrasé par une poutre en acier alors qu'il était en stage.

Une semaine plus tard, le 28 janvier, les jeunes qui manifestaient dans plusieurs villes du pays pour protester ont été violemment chargés par les policiers, à Turin, Milan, Naples, Rome...

En Italie, en 2021, 1 404 travailleurs ont perdu la vie en tentant de la gagner, d'après l'Observatoire indépendant sur les morts au travail. Cela représente 117 victimes chaque mois, plus de trois chaque jour, et cela sans compter les décès liés au Covid-19. « En quatorze ans, malgré les belles paroles et les larmes de crocodile versées par les gouvernements et les représentants patronaux, rien n'a changé », constate l'Observatoire.

Et pourtant si, quelque chose a changé, en pire ! Les rythmes de travail se sont

intensifiés, les conditions dégradées et la précarité, le recours à la sous-traitance, accentués. Avec la réforme bien mal nommée *Buona scuola* (bonne école), le gouvernement, dit de centre-gauche, alors dirigé par Renzi, a également envoyé la jeunesse vers les chantiers, les ateliers et les bureaux. Les stages en entreprise sont devenus obligatoires pour tous les lycéens, et l'alternance la règle pour les élèves de l'enseignement professionnel. Interrogé après le décès de leur camarade, l'un de ses amis témoignait : « Je ne sais pas comment s'est passée la mort de Lorenzo, mais en stage, tu ne refuses pas de faire quelque chose qui te paraît dangereux, où tu n'es pas à l'aise. Sinon, tu risques de ne pas valider ton



Manifestation à Turin : « [d'alternance] école-travail, on ne doit pas mourir ».

diplôme et surtout, tu peux dire adieu à l'embauche que tu espérais. »

Ce chantage à l'emploi, au contrat moins précaire, à l'embauche directe plutôt qu'en sous-traitance, bien des travailleurs plus âgés le subissent aussi et en paient les lourdes conséquences, parfois mortelles.

Une semaine après la

mort de Lorenzo, des centaines de jeunes ont envahi les places de dizaines de villes du pays subissant des charges policières brutales et plusieurs jeunes manifestants ont été blessés.

Si le gouvernement, qui a justifié la répression en parlant de provocations et de nécessité de respecter des règles sanitaires, espérait

faire rentrer la jeunesse dans le rang à coups de bâton, il en est pour ses frais : vendredi 4 février, ils étaient encore plus nombreux à protester contre la tenue des examens de Maturité (l'équivalent du bac) telle qu'elle est envisagée par le ministère de l'Éducation et contre « l'alternance qui tue ».

Nadia Cantale

Portugal : l'extrême droite en embuscade

Les élections législatives du 30 janvier au Portugal ont donné la majorité absolue au Parti Socialiste, et donc confirmé Antonio Costa à la tête du gouvernement. Mais cette apparente continuité s'accompagne d'évolutions dangereuses.

Après six ans de gouvernement PS minoritaire, Costa a obtenu 42 % des voix et 117 députés sur 230. Ses alliés incertains de gauche, qui ont fait chuter le gouvernement en refusant le budget 2022, ont été laminés. Le Parti communiste portugais (PCP) n'a plus que six députés, au lieu de douze. Et le Bloc de gauche, issu de la fusion d'anciens groupes d'extrême gauche, perd plus de la moitié de ses voix, passant de 9,5 à 4,5%. Apparemment donc l'électorat de gauche serait satisfait de la politique de Costa, et aurait voté « utile », sanctionnant ceux qui ont fait chuter le gouvernement.

Mais les votes de droite dessinent une autre évolution. Deux partis d'extrême droite percent : Chega (Ça suffit), avec 7 % des voix, passe

de un à douze députés ; Initiative libérale, avec 5 %, de un à 8 députés. Proche de Le Pen et de Salvini, Chega développe une démagogie anti-élite et anti-Roms. Son président, André Ventura, avait déjà obtenu 12 % des voix à la présidentielle de janvier 2021. Initiative libérale, elle, réclame moins d'État, des baisses d'impôts, des privatisations, un salaire minimum municipal et non national, plus de flexibilité du travail et toute liberté pour les patrons, en particulier celle de fermer les entreprises. Face au PS et à ses mesures sociales, l'extrême droite se présente comme la vraie opposition.

Depuis 2015, Costa a mis fin aux mesures d'austérité les plus violentes imposées par la Troïka (Union

européenne, BCE et FMI) et sa gestion du Covid n'est pas critiquée. Mais, le voudrait-il, il ne peut rien contre la crise économique. Même si le Portugal est redevenu attractif pour les capitalistes et pour les touristes, la population continue à souffrir du chômage, de la pauvreté, du bas niveau des salaires et des retraites. 100 000 travailleurs émigrent chaque année. C'est dans le contexte de cette crise et de cette misère que l'extrême droite progresse. Ainsi, dans le district très ouvrier de Setubal et dans le fief communiste de l'Alentejo, Chega devance largement le Bloc de gauche et égale presque le PCP.

Cette extrême droite représente une menace contre les travailleurs. Ils ne devraient pas s'en remettre à Costa et à sa politique modérée au profit de la bourgeoisie pour les en protéger.

Vincent Gelas

Grèce : Mitsotakis veut bâillonner l'information

Le procès de deux journalistes d'investigation grecs, Kostas Vaxevanis et Gianna Papadakou s'est ouvert à Athènes fin janvier.

Ils sont accusés de participation à un complot ou à une organisation criminelle, délits passibles de vingt ans de prison.

Le tort de ces journalistes, aux yeux du gouvernement très à droite de Mitsotakis, est d'avoir enquêté sur deux grands scandales impliquant entre autres des personnalités politiques appartenant au parti socialiste Pasok ou au parti de droite la Nouvelle Démocratie actuellement au pouvoir. Il s'agit du scandale Novartis, une affaire de pots-de-vin largement distribués par ce laboratoire pharmaceutique dans différents pays, dont la Grèce. Plus de 4 000 médecins et une dizaine d'hommes politiques en auraient profité.

Gianna Papadakou a également enquêté sur les personnalités grecques de la « liste Lagarde », des hommes d'affaires et des politiciens ayant placé leurs économies

en Suisse, pour éviter de payer des impôts dans leur propre pays.

« Ce n'est pas du journalisme, c'est un gang », a déclaré Mitsotakis à l'Assemblée. Les deux journalistes, par leurs déclarations et leurs reportages, seraient complices d'un complot contre le gouvernement.

En réalité, le gouvernement veut verrouiller de plus en plus l'information. Il a fait voter au Parlement, en décembre dernier, une nouvelle loi censée combattre la désinformation, qui sanctionne de peines de prison accrues toute information qui « trouble la confiance publique envers l'économie nationale, les capacités de défense ou la santé publique ».

Une définition on ne peut plus extensible pour s'en prendre à tous ceux qui contestent.

Sylvie Maréchal

Yémen: l'État français contribue à la tuerie

Vendredi 4 février, Florence Parly, ministre des Armées, a annoncé que des Rafale allaient être mis à la disposition des Émirats arabes unis, dans la guerre qui les oppose aux rebelles qui tiennent une partie du Yémen. En se cachant hypocritement derrière des raisons diplomatiques, le gouvernement français amplifie sa participation à cette sale guerre.

Depuis sept ans, l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition comprenant les Émirats arabes unis, l'Égypte, le Soudan et le Maroc, entre autres, pour empêcher la rébellion houthiste d'accéder au pouvoir au Yémen. En effet l'Arabie Saoudite, alliée des États-Unis, considère ce pays comme sa chasse gardée et ne voit pas d'un bon œil le soutien iranien aux rebelles. Cette lutte acharnée entre puissances régionales a fait plus de 10 000 morts, deux millions de réfugiés et a plongé dans la famine des millions de personnes. La misère,

les destructions et les violences liées à l'état de guerre ravagent ce pays parmi les plus pauvres du globe.

Malgré les moyens mis en œuvre, la coalition n'arrive pas à venir à bout des rebelles, qui avancent vers des zones pétrolifères importantes. La guerre s'est donc intensifiée dernièrement. Et elle s'étend dans la région car les rebelles ont envoyé le 17 janvier des missiles sur Abu Dhabi, la capitale des Émirats, entraînant des tirs de riposte.

Le gouvernement français a tiré prétexte de ces tirs pour augmenter son

aide militaire à la coalition. Ce n'est pas une première, car la France a depuis 1995 des accords militaires avec les Émirats arabes unis. Une base militaire française y est même installée. Et la guerre entamée depuis 2015 n'a pas arrêté les ventes d'armes, malgré les prétendus accords internationaux qui interdisent d'en fournir aux pays accusés de violer les droits de l'homme, comme c'est le cas pour les Émirats. Ce pays fait même partie des principaux clients des industriels français de la mort.

Si la France comme les États-Unis soutiennent l'Arabie saoudite, ce n'est pas seulement pour les profits gigantesques de Dassault et des autres marchands d'armes. C'est aussi parce que ces grandes puissances ne peuvent maintenir leur domination et leur pillage de la planète qu'en aidant leurs alliés à rester dominants dans la région, même au prix de massacres de populations entières.

Cela les rend deux fois plus responsables de toutes ces atrocités.

Marion Ajar



Des immeubles de Sanaa, au Yémen, après un bombardement de la coalition.

JO de Pékin: politique, commerce... et un peu de ski

Loin de l'amour inconditionnel du sport et de la fraternité entre les peuples véhiculés par la légende, les jeux Olympiques ont toujours été l'occasion d'affrontements diplomatiques et commerciaux. Les JO de Pékin ne font pas exception.

Les rivalités et tensions internationales ont fait la une. Plusieurs pays, dont les États-Unis, le Canada, l'Australie ou encore le Japon, n'ont envoyé aucune délégation officielle. D'autres, comme la France, en ont envoyé une, mais pas pour la cérémonie d'ouverture. Celle-ci était soigneusement mise en scène. Vladimir Poutine était là en invité principal, la Chine cherchant des alliés dans sa rivalité avec les États-Unis, et le président russe en faisant autant, en pleine crise ukrainienne. Symboliquement, le pouvoir chinois avait choisi une athlète ouïgoure pour

allumer la flamme olympique, en réponse aux critiques internationales qui ont braqué la lumière sur le sort de cette minorité.

Pour la Chine comme pour les autres pays, les JO sont le prétexte à un déferlement de nationalisme, chacun vantant les mérites de « ses » champions, faisant le décompte de « ses » médailles. Alors que les bruits de bottes résonnent un peu partout sur la planète, les performances sportives sont un prétexte de plus pour s'aligner derrière les drapeaux nationaux.

Évidemment, les tensions ne peuvent tout de

même pas faire oublier l'énorme enjeu commercial des Jeux. Les droits exclusifs de diffusion des compétitions ont été décrochés en 2015 par Discovery, un géant des médias américain, pour la modique somme de 1,3 milliard d'euros pour l'Europe. Le groupe peut à présent revendre ces droits au plus offrant, France Télévision pour la France. Et si le budget d'organisation de ces Jeux est relativement modeste, 2,75 milliards de dollars, on ne connaîtra que dans plusieurs mois leur coût réel. En effet la devise de l'olympisme, « Plus vite, plus haut, plus fort », s'applique aussi aux budgets des Jeux, dont il n'est pas rare qu'ils doublent ou triplent par rapport à l'estimation initiale.

Camille Paglieri



Madagascar, glissement de terrain après le passage du cyclone.

Madagascar: la population victime du cyclone et de la pauvreté

Après avoir touché l'île Maurice et La Réunion, le cyclone Batsirai s'est renforcé, parcourant 500 km sur les eaux de l'océan Indien, et a frappé l'est de Madagascar, sur une bande de 150 kilomètres.

Vingt et une personnes sont décédées, soixante-six mille sinistrées à la suite de la destruction de leurs fragiles habitations, celles des pêcheurs du bord de mer autour de Mananjary comme celles situées plus à l'intérieur des terres. Ceux qui vivent de l'agriculture ont vu la terre inondée, la forte pluie de fin de cyclone menaçant les rizières de la zone ouest. Les toits de centaines d'écoles et de centres de santé se sont envolés.

Fin janvier, une grande partie des 28 millions d'habitants avaient déjà subi une tempête tropicale, avec pour conséquences 58 morts, 132 000 sans-abri, d'innombrables maisons effondrées ou emportées par des glissements de terrain.

Ces déluges n'ont cependant aucun impact sur la sécheresse qui frappe le sud de l'île, provoquant chez plus d'un million d'habitants un état que les organismes internationaux nomment malnutrition aiguë, accompagnée de poches de famine dans lesquelles les villageois n'ont rien à manger, rien à semer. Certains trompent la faim à l'aide d'indigestes tubercules trouvés dans la terre ou de pulpe de cactus.

Toutes proportions gardées et en amont de sa course, du 3 au 5 février, Batsirai a provoqué dans

le département français de La Réunion des dégâts bien moins tragiques. Douze habitants ont été blessés et 10 000 autres privés d'électricité ou d'eau, tandis que l'équipage d'un pétrolier échoué près de la côte a pu être évacué. Mais à Madagascar la grande pauvreté, le manque d'infrastructures transforment ce phénomène en catastrophe.

Il en va de même pour les conséquences de la sécheresse, dont une étude scientifique de World Weather Attribution estime qu'elles dépendent beaucoup plus de la pauvreté des habitants de la région sud que du changement climatique. D'une part, dans une région où la pluie est vitale pour les cultures et l'élevage, la sécheresse prolongée est un problème crucial. D'autre part, la pandémie de Covid a provoqué l'effondrement de l'activité économique, et notamment de celle des agriculteurs. Ceux d'entre eux qui cherchaient d'autres petits emplois dans les périodes de mauvais rendements n'en trouvent plus.

Loin d'être seulement naturelle, la catastrophe qui frappe la population travailleuse de Madagascar est décuplée par le sous-développement que tout le système de domination impérialiste contribue à maintenir.

Viviane Lafont

Le 8 février 1962: Charonne, un crime d'État

Le 8 février 1962, il y a soixante ans, une manifestation appelée par la CGT, la CFTC, l'UNEF, les syndicats enseignants, le PCF et le PSU pour protester contre les attentats de l'OAS, l'Organisation armée secrète, était violemment réprimée par la police. Neuf manifestants étaient tués et 250 blessés.

La guerre d'Algérie était alors dans sa huitième année. Si les négociations entre le gouvernement et le FLN traînaient en longueur à Évian, il était manifeste que l'on s'acheminait vers la fin de la guerre et l'indépendance de l'Algérie. Mais nul ne pouvait encore dire quand un règlement interviendrait et, sur le terrain, la guerre coloniale se poursuivait. L'OAS, une organisation créée en avril 1961 par des partisans de l'Algérie française, dont des policiers et des cadres de l'armée, commettait en Algérie nombre d'actions terroristes, attentats, lynchages, pour tenter de creuser un fossé infranchissable entre d'un côté la population d'origine européenne, les pieds noirs, et de l'autre la population algérienne.

En France, l'OAS organisait des attentats à la bombe contre des bâtiments publics et contre des personnalités favorables au régime gaulliste, ou bien le plasticage de permanences du Parti communiste français. Rien qu'à Paris, le 7 février 1962, dix attentats eurent lieu. Une des bombes qui visait le domicile d'André

Malraux, alors ministre de la Culture de De Gaulle, défigura une fillette de quatre ans, Delphine Renard, provoquant une vive émotion et entraînant l'appel à manifester dès le lendemain.

Une manifestation violemment réprimée

Le 8 février, des dizaines de milliers de manifestants bravèrent l'interdiction, proclamée par le préfet Maurice Papon sur fond d'état d'urgence en vigueur depuis avril 1961, et convergèrent autour de 18h30 aux cris de « OAS assassins » vers la place de la Bastille, déjà inaccessible car noire de policiers. Des forces de police considérables avaient été mobilisées par Papon : onze compagnies d'intervention, treize escadrons de gendarmes mobiles, trois compagnies de CRS et de gardiens de la paix. Les consignes étaient claires : « être particulièrement actifs et faire preuve d'énergie » pour disperser les manifestants. La police se déchaîna à grands coups de « bidules », des matraques de plus d'un mètre de long et de 5 cm de diamètre. Des manifestants furent pourchassés



Sur le boulevard Voltaire, les CRS chargent la foule.

dans des halls d'immeubles, jusque dans les étages. Sur ceux qui s'étaient engouffrés dans l'entrée de la station Charonne pour tenter de lui échapper, la police jeta trois grilles d'arbres en fer et une grille d'aération du métro, tout en continuant à matraquer. Elle fit preuve d'un véritable acharnement, vingt-cinq à quarante kilos de fer s'abattirent ainsi sur les corps des manifestants. « Je me remis debout et je vis les policiers qui matraquaient les personnes qui essayaient de dégager le tas et ils lançaient leurs victimes dessus », raconta un manifestant coincé en bas des escaliers de l'entrée du métro. Huit manifestants décédèrent ainsi, matraqués et écrasés. Un neuvième allait mourir trois mois plus tard, des suites de ses blessures.

La gangrène de l'appareil d'État

« Recrutée depuis quelques années sur le principal critère de

l'anticommunisme, la police parisienne compte dans ses rangs des anciens d'Indochine et d'Algérie à mentalité raciste et fascisante, entraînés à l'emploi des méthodes à l'honneur dans les guerres coloniales », écrivait la CFTC en octobre 1961. La violence dont les forces de police firent preuve lors de la manifestation de Charonne, et plus encore quatre mois plus tôt, le 17 octobre 1961, lors de celle des Algériens, où 200 à 300 manifestants furent assassinés, montrait combien l'appareil d'État était gangréné par des années de guerre et combien cela pouvait constituer une menace, en France même, contre la population et contre la classe ouvrière.

Cette guerre coloniale avait engendré en 1958 le régime de la V^e République de De Gaulle. Le mouvement d'extrême droite né de cette guerre, l'OAS, allait faire planer pendant des mois le risque de voir se développer un parti fasciste de masse,

sans oublier le développement du racisme et des idées réactionnaires contaminant la population jusque dans les rangs ouvriers.

Cette situation était aussi le prix de l'absence d'intervention de la classe ouvrière pour lutter contre la guerre d'Algérie, dont l'inaction des partis de gauche était entièrement responsable et que la grande manifestation qui eut lieu le 13 février, pour l'enterrement des victimes de Charonne, ne pouvait faire oublier. Quant aux assassins de Charonne, ils n'eurent jamais à rendre de comptes à la justice, pas plus que ceux du massacre du 17 octobre 1961. Le préfet Papon n'eut affaire à la justice qu'en 1998, pour son implication dans la déportation des Juifs sous l'Occupation. L'État français ne condamna jamais ni sa police ni son armée pour leur responsabilité dans les massacres.

Aline Retesse

LEUR SOCIÉTÉ

Monument à Abdelkader : vandalisme colonialiste

Le 5 février à Amboise, le monument en hommage à l'émir Abdelkader a été vandalisé, avant même d'être inauguré. Si le geste n'a pas été revendiqué, on peut imaginer qu'il vient de quelque raciste ou nostalgique de l'Algérie française.



Le monument à Amboise.

L'émir Abdelkader est en effet resté, pour les Algériens, le symbole de la lutte contre la colonisation française au 19^e siècle. En 1830, la France pensait conquérir facilement l'Algérie. Mais elle se heurta à la résistance farouche d'une partie de la population, menée par ce chef militaire qui fit subir à l'envahisseur une série de défaites cinglantes. Il fallut une armée de 100 000 hommes pour venir

à bout de son armée. Le général Bugeaud, envoyé pour le combattre, se fit connaître par ses méthodes barbares. Il entama une guerre dite de ravageurs, en dévastant totalement les régions conquises, pour empêcher la population d'y travailler et d'y vivre. Entre autres sévices, ses troupes enfermèrent des villages entiers dans des grottes pour les asphyxier par enfumage.

En 1847, Abdelkader dut se rendre, après le massacre de sa smala, sa capitale itinérante, désarmée et tombée entre les mains du duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, qui fit brûler en même temps

son immense bibliothèque. C'est le général Cavaignac, futur massacreur d'ouvriers, qui le fit prisonnier et l'emmena en France, où il fut enfermé notamment au château d'Amboise, raison du choix de cette ville pour lui ériger un monument.

Pourtant, la guerre pour la conquête de l'Algérie ne s'arrêta pas là. Il fallut encore quarante ans pour que les soudards français viennent à bout de la résistance. En quelques décennies de domination française, la population algérienne passa de trois à deux millions d'habitants. La colonisation de l'Algérie fut une longue litanie

de massacres, de violences, de tortures, d'humiliations.

L'extrême droite, nostalgique de l'empire colonial français, combat tout geste un tant soit peu critique de cette domination. D'abord, parce qu'elle est directement issue des anciens de l'Algérie française, des nervis de l'OAS et des nostalgiques de l'époque où des racistes pouvaient bafouer impunément les Arabes. Mais c'est aussi un moyen pour elle d'afficher encore une fois son mépris pour les populations pillées et exploitées par l'impérialisme.

Marion Ajar

Turbines GE : les bonimenteurs du productions français

Sept ans après le rachat par General Electric (GE) de la branche énergie d'Alstom, le groupe américain vient d'annoncer qu'il revend à EDF le secteur des turbines à vapeur. Quelque 3 000 travailleurs sont ainsi vendus avec les machines.

En 2014, sous la présidence de Hollande, la vente d'Alstom énergie avait donné lieu à un jeu de bonimenteurs entre Montebourg, ministre du Redressement productif, et Macron, alors secrétaire général de l'Élysée. Montebourg s'opposait à cette vente, au nom du patriotisme économique, quand Macron prétendait défendre les intérêts d'Alstom. Le seul et vrai décideur était Bouygues, actionnaire principal, qui avait vendu ses parts au plus offrant, GE, capable de mettre 12,5 milliards d'euros sur la table.

Aujourd'hui, Macron est à l'Élysée et il présente le rachat des turbines à vapeur par EDF comme un acte de souveraineté nationale,

calculé pour développer la filière nucléaire française.

Le mastodonte GE, mis en difficulté à la Bourse, est engagé dans une vaste opération de dépeçage. Il cherche à revendre les secteurs moins rentables ou hors de son cœur de métier, comme la branche Geast, qui fabrique les turbines utilisées dans les centrales nucléaires. Depuis deux ans, des tractations discrètes se déroulent entre GE, la Caisse des dépôts et le gouvernement français afin qu'EDF rachète Geast pour un milliard d'euros. EDF, contrôlée à 80% par l'État, a fini par y trouver son compte. Si des informations sur ces discussions ont filtré dans des journaux spécialisés, les



À Belfort, lors d'une manifestation.

travailleurs, les premiers concernés, n'ont jamais été ni consultés ni informés. Pas plus en 2014 qu'aujourd'hui leurs intérêts ne sont pris en compte.

En sept ans, GE a supprimé des milliers d'emplois en France, dont 1 200 à Belfort. Alstom, groupe français, en a supprimé à peu près le même nombre. Quant au rachat des turbines à vapeur par EDF, il ne protégera pas davantage les emplois. EDF, gérée comme une entreprise capitaliste qui doit dégager

des profits, supprime des emplois et recourt massivement à la sous-traitance.

Si le rachat des turbines est surtout une réponse à l'offre de GE, la conversion de Macron à la relance du nucléaire ne résulte pas non plus d'une vision stratégique, comme il le prétend. Elle s'adresse aux grands groupes de l'énergie ou de l'automobile qui, pour prendre le virage de la transition énergétique du pétrole vers l'électrique, veulent être assurés d'en

tirer des bénéfices fabuleux. Bruno Le Maire l'a avoué : « Nous prenons conscience [...] que nous allons avoir besoin d'énergie décarbonée dans des proportions infiniment plus importantes que ce à quoi nous nous attendions. » En serviteur dévoué du grand patronat, il prend les devants, sachant que le nucléaire peut offrir un vaste marché à Bouygues, Vinci, Orano, Engie et tant d'autres capitalistes de la filière.

Xavier Lachau

Merlin-Gérin – Alès : fin de la grève

Mardi 24 janvier, près de 180 travailleurs, sur les 266 salariés dont 55 intérimaires de l'usine Merlin-Gérin (groupe Schneider Electric) à Alès qui fabrique du matériel électrique, entamaient une grève pour des embauches et des augmentations de salaire.

Les grévistes, soutenus par l'ensemble des syndicats, revendiquaient une augmentation de 2,8%, une prime de 500 euros et

l'embauche des travailleurs précaires. La direction ne proposait que 1,9% d'augmentation et faisait le chantage suivant : si les salariés n'acceptaient pas son diktat, l'augmentation redescendrait à 1,2%.

Le groupe Schneider est riche à milliards. En 2019, il avait réalisé 2,4 milliards d'euros de bénéfices, et encore 2,1 milliards en 2020. Le site alésien, lui, a fait de son côté 6,5 millions d'euros de bénéfices en 2021.

Les profits accumulés sur le dos des travailleurs de Schneider devraient au moins servir à augmenter les salaires!

Après dix jours de grève, les salariés ont repris le travail, ayant obtenu six embauches et une augmentation de salaire de 2%. Il faudra bien sûr imposer plus, mais ce n'est que partie remise. Tant que le compte n'y sera pas, la colère sera là aussi.

Correspondant LO



CEA – Saclay : la mobilisation ne faiblit pas

Le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) regroupe 20 000 salariés sur une dizaine de sites en France. Dans cet organisme de recherche, le point d'indice, qui sert de référence pour les salaires, est bloqué depuis douze ans.

Les salaires débutent au smic pour les salariés de la FLS, qui assurent la sécurité des sites, et à moins de 1 500 euros pour les techniciens.

À l'automne, la direction a annoncé qu'elle allait augmenter de plusieurs dizaines de points les salaires de départ dans les catégories où elle peine à embaucher, sans toucher, sauf à la marge, aux salaires

du personnel en place. Cette mesure a provoqué la colère, car elle apparaît comme un aveu de la faiblesse des salaires, avec du mépris pour les salariés en place.

Depuis cette annonce, des journées de mobilisation inter-centres sont régulièrement organisées, autour des revendications suivantes : 60 points (330 euros) pour tous, indexation du point sur l'inflation et

meilleure évolution de salaire pour les non-cadres. Le 7 décembre, puis le 13 janvier, 2 500 salariés ont participé à des débrayages et des rassemblements. Une nouvelle journée a été très suivie jeudi 3 février, avec par exemple 500 grévistes à Marcoule (30% de l'effectif), 250 au Ripault, près de Tours, soit près de la moitié de l'effectif.

Sur le site de Saclay, dans l'Essonne, la première semaine de février a été marquée par la mobilisation de la centaine d'agents FLS. Ils se sont mis très majoritairement en grève pour

exiger, en plus des revendications salariales générales, des mesures spécifiques à leurs conditions de travail, notamment pour le travail de nuit et du week-end. Ils ont distribué des tracts tous les matins aux portes et décoré le centre avec des banderoles « Salariés en grève », « Salaires trop bas ». Une centaine d'autres salariés les ont rejoints jeudi 3 février pour une manifestation dans le centre, interpellant le responsable des ressources humaines du CEA puis le directeur du centre.

Face à cette mobilisation,

la direction a finalement ouvert des négociations salariales fin janvier. Pour l'instant, elle répond qu'elle n'a pas de marge d'action, du fait du cadrage budgétaire des ministères de tutelle. L'État, qui verse des dizaines de milliards d'euros aux patrons depuis la crise sanitaire, n'aurait pas les moyens d'augmenter les salaires? Bien sûr que si, mais il faudra la mobilisation du personnel pour l'imposer. Un rassemblement de l'ensemble des salariés du CEA à Paris pour interpellier les tutelles est envisagé.

Correspondant LO

SNCF : ça déconnecte complètement

Depuis le 25 janvier, la nouvelle application Sncf Connect a remplacé Oui SNCF, l'Assistant Voyageur et d'autres sites du groupe ferroviaire.

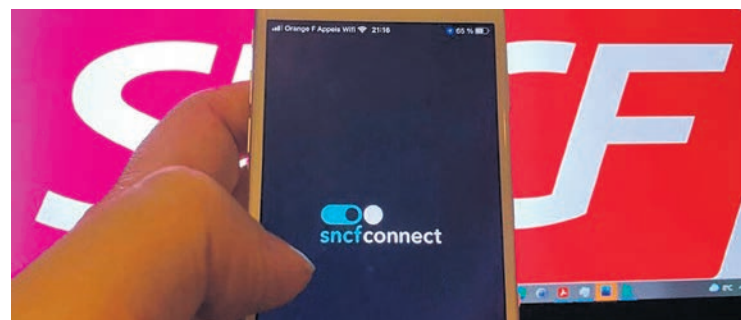
Présentée comme « tout-en-un », elle a surtout réussi à réunir tous les dysfonctionnements en une seule application depuis sa mise en route.

Bon nombre de voyageurs se sont arraché les cheveux devant le message répétitif : « Une erreur de type inconnu s'est produite ». Impossibilité de retrouver les billets de train déjà réservés, de sélectionner une étape dans un itinéraire,

QR codes défaillants aux portiques de contrôle sur les quais, propositions d'itinéraires complètement farfelus... la liste des bugs est longue comme un jour sans train. Évidemment, à l'heure du numérique, le numéro de téléphone du service client propose essentiellement un nouveau dédale de manipulations tout aussi stériles qu'anxieuses, faute de personnel au bout du fil. En désespoir de

cause, bon nombre de voyageurs ont tenté de rejoindre un guichet afin d'utiliser ce moyen de communication du précédent millénaire qui consiste à converser avec un cheminot en chair et en os. Hélas, le temps des guichets tout-en-un de la gare la plus proche est révolu. Un espace de vente grandes lignes ne se trouve plus que dans les grandes gares TGV et il est fortement conseillé d'avoir pris rendez-vous... sur Internet, étant donné les files d'attente.

Christian Bernac



MATHEU TURELLP

La jungle des tarifs

Le plantage dans la réservation et la tarification des billets est aussi largement dû au chaos grandissant lié à la régionalisation des transports en vue de la mise en concurrence.

Dans les faits, les correspondances entre TGV et TER deviennent un casse-tête pour les voyageurs. Depuis 2017, la liberté tarifaire a été octroyée aux régions et plusieurs d'entre elles viennent de s'en emparer. Cela se traduit par exemple par deux billets de train distincts en cas de correspondance, à la place d'un billet de train unique. À l'heure de la dématérialisation du billet, c'est un casse-tête supplémentaire et, en cas d'annulation, il faut faire deux procédures de remboursement différentes. Évidemment, dans la multiplicité des cartes de réduction, certaines régionales, d'autres nationales, il est bien difficile de s'y retrouver, certaines portions de trajet y donnant droit et d'autres pas. Et, pour couronner le tout, selon la région, la même carte nationale ne donne plus droit aux mêmes réductions. Par exemple, la carte Avantage Jeune nationale peut donner droit à 25 %, 50 % ou... 0 % sur les TER, suivant la

volonté de la région.

Il y a bien longtemps que la SNCF a abandonné le tarif kilométrique. Mais la liberté tarifaire des régions se traduit par des situations ubuesques. Le journal *Le Parisien* signale ainsi qu'un trajet Paris-Lyon en TER coûte 49 euros, mais qu'en découpant en deux billets, Paris-Mâcon et Mâcon-Lyon, le même trajet ne coûte plus que 28 euros. Inversement, pour aller en train à Bar-le-Duc dans la Meuse, il revient moins cher de partir de Paris que de Château-Thierry, situé pourtant plus près mais appartenant à la région des Hauts-de-France, qui vient d'augmenter ses tarifs.

Cette anarchie tarifaire et la division des trajets en multiples billets vont se démultiplier avec l'arrivée prochaine de compagnies privées dans les régions, sur les intercités et les TGV. Le tout-en-un va surtout devenir « tout un cirque pour un seul trajet ».

C. B.

Air Liquide – Les Mureaux : les travailleurs refusent les miettes

Pendant la deuxième quinzaine de janvier, un mouvement de grève a traversé différents sites français de l'entreprise Air Liquide, pour des augmentations de salaires importantes. L'entreprise en aurait largement les moyens.

L'an dernier, 1,3 milliard d'euros de dividendes ont été distribués aux actionnaires et le patron a empoché plus de 41 millions en vendant des actions en décembre – c'est d'ailleurs ce qui a fait déborder la coupe du mécontentement, notamment à l'usine ArianeGroup des Mureaux, dans les Yvelines, où 32 travailleurs d'Air Liquide produisent les tuyauteries pour la future Ariane 6, après avoir fabriqué les réservoirs

d'Ariane 5. Le 27 janvier, 26 étaient en grève, pour se rappeler au bon souvenir de leur direction. C'était la première grève à Air Liquide sur le site depuis plus de vingt ans, et la première pour beaucoup d'entre eux. Pendant que la direction négociait avec les syndicats, les grévistes ont passé l'après-midi dans l'atelier, tous ensemble, pour affirmer qu'ils n'acceptaient pas des augmentations de salaire inférieures à l'inflation pour la deuxième

année consécutive.

Suite à la grève, la direction a revu un peu à la hausse les augmentations prévues et a ajouté, spécifiquement pour Les Mureaux, des tickets restaurant et chèques CESU. L'essentiel n'y est toujours pas mais, sans la grève, elle n'aurait rien cédé.

Les autres travailleurs de l'usine ArianeGroup ont noté que les grévistes osaient revendiquer des augmentations très supérieures aux miettes que les patrons daignent accorder. Il n'y a en effet aucune raison de ne pas revendiquer ce dont chacun a besoin.

Correspondant LO

Tipiak – Loire-Atlantique : en grève pour les salaires

Depuis le 26 janvier à Saint-Aignan et depuis le 2 février sur les autres sites, les ouvriers des différentes usines de Loire-Atlantique du groupe agro-alimentaire Tipiak (Saint-Aignan-Grandlieu, Saint-Herblain, Malville et Pontchâteau) sont en grève pour les salaires.

La grève a commencé sur le site de Tipiak-épicerie, dans la zone aéroportuaire de Saint-Aignan, qui produit et conditionne les céréales (tapioca, semoule, etc.). Lors des négociations annuelles obligatoires du 26 janvier, la direction ne proposait que 50 euros brut d'augmentation mensuelle :

même pas de quoi faire un plein de carburant. Cette annonce a été vécue comme une marque de mépris, alors que le travail n'a jamais cessé et s'est même intensifié pendant la crise sanitaire.

À l'initiative de la CGT, l'équipe de nuit a commencé la grève. Elle a été suivie par

les autres équipes et depuis, près de 90 % des salariés de la production se retrouvent tous les jours sur le piquet de grève. Ils sont décidés à rester tous ensemble et sont renforcés par l'extension de la grève aux autres sites du groupe dans le département depuis mercredi 2 février. Une caisse de grève en ligne a été mise en place.

Lundi 7 février, les grévistes de Saint-Aignan, unanimes, ont voté à nouveau la reconduction de la grève pour le lendemain. Ils veulent 80 euros d'augmentation de salaire. Le



chiffre d'affaires de Tipiak est en augmentation, les dividendes des actionnaires réalisés sur le dos

des salariés ont progressé de 35 %. Les grévistes sont déterminés à avoir leur dû.

Correspondant LO

Toulouse – Hôpital Marchant : une politique irresponsable

Fin janvier, la fugue de plusieurs patients dont certains dangereux, de l'hôpital psychiatrique Marchant de Toulouse, et celle d'un autre des Urgences psychiatriques du CHU Purpan ont fait la une des médias, souvent de manière sensationnaliste.

Le week-end suivant, l'Agence régionale de santé (ARS), sous la pression du maire de Toulouse, décidait de fermer à clé toutes les unités et services, interdisant visites et sorties pour l'ensemble des malades, sans distinction, et restreignant les promenades comme il y a un siècle. Cette décision a suscité un tollé chez les soignants, qui ne veulent pas se transformer en gardiens de prison, et ces restrictions ont été levées.

L'ARS a lancé une inspection mais, ces dernières

années, c'est elle qui a imposé la fermeture de quarante lits de longue durée, au motif «*qu'on ne vit plus à l'hôpital*» ! C'est elle qui fait obligation de raccourcir les temps d'hospitalisation et de faire sortir les patients au plus vite. En 2019, les hospitaliers de Marchant avaient d'ailleurs fait grève pour protester contre ces fermetures et le manque de personnel. En Haute-Garonne, les moyens sont les mêmes depuis vingt-cinq ans, alors que la population a augmenté de 30%. Il faut plusieurs

mois d'attente pour voir un psychiatre, et plus d'un an quand il s'agit d'enfants.

L'ARS s'est fendue de quelques annonces médiatiques : à Marchant, fermetures de portail, renfort d'une société externe de sécurité et hausse des effectifs le week-end, des caméras et des clôtures aux Urgences psychiatriques du CHU. Mais aucune embauche ni ouverture de lits supplémentaires ne sont prévues.

L'hôpital devrait d'abord être un lieu de soins, et non d'enfermement. Pour prévenir les actes de violence et assurer la sécurité de tous, la psychiatrie ne doit plus être le parent pauvre d'une santé déjà bien mal en point.

Correspondant LO

SCDC - Chambéry : la lutte paye

Une trentaine de techniciens de la Société chambérienne de distribution de chaleur (SCDC) ont fait une semaine de grève pour la paye.

Ils assurent la maintenance des installations et du réseau de chauffage de nombre d'entreprises de la zone industrielle de Bissy, à Chambéry, mais aussi d'hôpitaux, d'écoles et de logements collectifs.

En cas de panne, rien ne peut fonctionner sans ces travailleurs. La SCDC compte quelques dizaines

de salariés et c'est une filiale du groupe Engie, un des leaders mondiaux du secteur de l'énergie, dont les actionnaires sont tout sauf à plaindre.

L'an passé, une prime de 1000 euros avait été arrachée après deux jours de grève. Mais chacun a conscience que c'est sur la fiche de paie qu'il faut que

ça change, et beaucoup. Le 25 janvier, journée de grève dans le secteur de l'énergie, les travailleurs se sont retrouvés devant les grilles avec brasero, palettes et de quoi se sustenter, pour exiger 10% d'augmentation collective. Face au refus de la direction, ils ont remis ça le jeudi 27, puis de nouveau le 28 et la semaine suivante.

Après une semaine de grève, ils ont repris le travail le 4 février. Ils ressortent de cette lutte avec 2,5% d'augmentation et la mise à disposition d'une voiture de service supplémentaire, qui compense pour certains la hausse du prix de l'essence. Même si cela ne répond pas à toutes les attentes, la grève, suivie à 100% par les techniciens, a renforcé la solidarité et la conscience qu'il est de plus en plus vital d'imposer des hausses de salaire.

Correspondant LO



Dassault aviation : les travailleurs ne baissent pas les bras

Le mouvement de débrayages quotidiens touchant pratiquement toutes les usines de Dassault aviation ne faiblit pas.

C'est toujours, selon les établissements, de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de travailleurs qui revendiquent, comme ils le font depuis bientôt deux mois, bien décidés à obtenir

200 euros mensuels.

La direction générale fait en sorte de recevoir chaque semaine les organisations syndicales. Mais cela tombe à plat parmi les travailleurs, qui exigent des euros

et n'ont que faire des blablas. La plus grande partie des travailleurs regardent avec sympathie ce mouvement, même si certains n'y participent que peu ou pas du tout, car ils pensent que faire reculer Dassault sur les salaires est aujourd'hui une tâche au-dessus de leurs possibilités. Mais

Clinique Bonnefon – Alès : en grève pour des embauches

Depuis le 26 janvier, les salariés de la clinique Bonnefon, à Alès dans le Gard, sont en grève pour obtenir des embauches, des augmentations de salaire et la levée des sanctions contre quatre employés qui se sont opposés ouvertement aux choix de la direction.



Devant la clinique, le 26 janvier.

En effet, du côté des soignants, les conditions de travail se sont dégradées et l'épuisement monte. La direction prend le prétexte de la crise sanitaire pour demander toujours plus d'efforts de la part des travailleurs, en réorganisant les plannings, en modifiant les congés, etc. Les absents ne sont pas remplacés et le manque de personnel se fait cruellement sentir dans certains services. Sans parler des salaires, qui sont loin de suivre la progression des bénéfices du groupe.

Car cette clinique, qui compte 168 salariés, fait partie du groupe Elsan, numéro deux français de la santé privée, qui regroupe 137 hôpitaux et cliniques en France et a réalisé quelque deux milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2020, en pleine crise sanitaire. En 2019, Elsan annonçait la suppression de 500 postes dans le pays, alors qu'il réalisait plus de cent millions d'euros de bénéfices. Tout va bien pour les actionnaires, mais pas pour les travailleurs ni les patients.

Le 26 janvier, une centaine de personnes, dont une quarantaine de salariés de Bonnefon, certains

syndiqués CGT ou FO, s'étaient alors retrouvés devant la clinique. Des salariés de Schneider Electric et des pompiers d'Alès, tous en grève également, sont venus apporter leur soutien, ainsi que des agents de l'hôpital et des cheminots.

Plusieurs dizaines d'employés se relaient pour tenir le piquet de grève. Une pétition circule, que d'ailleurs de nombreux patients de la clinique signent. Les soutiens se manifestent largement, y compris de la part de médecins de l'établissement qui ont, eux aussi, cherché à interpeller la direction, qui pour le moment ne veut toujours pas recevoir les grévistes et cherche à intimider l'ensemble des salariés. Un responsable RH a même arraché leur badge à des soignants réquisitionnés, badge qui affirmait leur soutien au mouvement, ce qui a profondément choqué et renforcé la colère.

Le mouvement continue donc. Les grévistes ont distribué des milliers de tracts dans toute la ville, appelant à se rassembler devant la clinique jeudi 10 février à 18 heures. Vive la lutte de ces travailleurs!

Correspondant LO

ArcelorMittal-Dunkerque : "acier vert"... les subventions

Sous prétexte de décarboner l'acier, Castex s'est rendu à l'usine ArcelorMittal de Dunkerque vendredi 4 février pour assurer au milliardaire Mittal que ses profits seront préservés.

L'« acier vert » est un label que le groupe ArcelorMittal a inventé lui-même il y a un an. Avec lui, le groupe sidérurgique annonce diminuer la quantité d'émission de CO₂, notamment en augmentant le recyclage de la ferraille et en utilisant des nouveaux procédés de production utilisant moins de carbone, voire pas du tout.

La baisse des émissions de CO₂ annoncée aura-t-elle lieu ? En tout cas cette évolution de la production sidérurgique permet déjà à ArcelorMittal de faire financer par de l'argent public la rénovation et le développement de ses installations. Sur le site de Dunkerque,

cela a payé une partie de l'agrandissement du parc à ferrailles et la modernisation des ponts. Pour le moment, cet investissement permet plutôt d'augmenter les capacités de production de l'usine, au nom de la transition énergétique.

Sous prétexte de produire de l'acier avec de l'hydrogène et des fours électriques, le groupe a annoncé la fermeture de trois hauts-fourneaux : deux à Dunkerque, un à Fos-sur-Mer. Pour cela, ArcelorMittal annonce un investissement de 1,7 milliard d'euros. Mais, à travers un mécanisme de compensation, c'est surtout l'État qui

va payer, en s'engageant à financer la différence des coûts de production entre une production à forte émission de carbone, comme c'est le cas aujourd'hui, et une production sans carbone ou faiblement carbonée. Pour le gouvernement, il s'agit de « dérisquer » et de « rentabiliser les investissements ». En résumé, Castex assure que l'État garantira les profits d'ArcelorMittal. Profits qui se situent pour 2021 dans la zone des 12 milliards d'euros !

Cette annonce permet à Macron, à deux mois de la présidentielle, de se présenter comme le candidat qu'il faut à la fois pour l'industrie et pour sauver la planète. Pour ArcelorMittal, c'est un gros coup de publicité pour son acier vert qu'il



JULIETTE RAYNAL

veut vendre jusqu'à deux fois plus cher que l'acier normal, et la perspective de gros chèques de l'État.

Dans la réalité, il y a un monde entre les annonces et ce qu'ArcelorMittal est, pour le moment, capable de faire. Car la préoccupation du groupe pour ces innovations techniques est bien tardive. De plus, pour les appliquer à grande échelle, il faudrait une production d'hydrogène très importante et des quantités d'électricité qu'EDF n'arrive toujours pas à produire. Par anticipation, le gouvernement a

tout de même nommé Darmayan, ancien directeur d'ArcelorMittal-France et ancien président de l'IUMM, pour réfléchir à la future tarification de l'électricité destinée aux industries grosses consommatrices. On devine déjà ses conclusions.

Rien n'est sûr en ce qui concerne les capacités d'ArcelorMittal à produire de l'acier vert. Ce qui est sûr, c'est que les patrons ont l'intention de faire payer ces transformations techniques par les travailleurs et la population.

Correspondant LO

Aluminium Dunkerque : l'État au secours des actionnaires

En 2021, les prix des matières premières industrielles, comme l'aluminium, l'acier, le bois, ont considérablement augmenté. Cela a permis à Aluminium Dunkerque de faire des superprofits.

Mais la hausse des prix, largement due à la

spéculation, a aussi gagné l'électricité. 60 % de l'électricité utilisée par l'usine est fournie par EDF au tarif fixé de 42 euros le mégawatt-heure. Mais le prix des 40 % restants a beaucoup, beaucoup augmenté, menaçant la marge bénéficiaire de l'usine.

Pour les actionnaires d'AD, ça ne va plus, ils ne sont pas là pour perdre de l'argent. Ils ont donc fait stopper 31 cuves sur 264 et fait appel à l'État.

Vendredi 21 janvier, la ministre de l'Industrie, Pannier-Runacher, est donc venue à l'usine

annoncer la vente à AD de 20 % supplémentaires d'électricité au tarif fixé de 47 euros par EDF, quitte à ce qu'EDF s'approvisionne au tarif de 200 ou 300 euros le mégawatt-heure sur le marché ! Rien de surprenant, EDF appartient majoritairement à l'État, et c'est

un de ses rôles clés que de mettre l'argent public à la disposition du patronat.

Dans le grand chaos du marché capitaliste, les patrons peuvent toujours compter sur l'indéfectible aide étatique.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

“Faire sauter l'idéologie patronale”

Début février, Nathalie Arthaud a continué sa tournée de réunions publiques d'Amiens à Nantes, en passant par Tours et La Rochelle.

Bien des participants assistaient pour la première fois à une réunion politique et les débats ont porté aussi bien sur les mesures à prendre pour l'éducation ou l'écologie que sur le moyen de reconstruire une force révolutionnaire aujourd'hui, ou le rôle qu'aurait la police dans un pouvoir ouvrier.

L'idée d'une révolution en France inquiétait une participante, du fait de la crise diplomatique, voire de la guerre qu'elle pourrait provoquer. Mais ce n'est pas les révolutions qui déclenchent les guerres, c'est le système capitaliste. Et l'une des raisons d'être révolutionnaire réside précisément dans cette conscience que la course à la compétitivité, la concurrence et la guerre économique qui sont les fondements du système entraînent la guerre tout court, qui est déjà une réalité dans bien des régions du monde.

D'autres questions concernaient les rapports qui seraient établis à l'échelle internationale par un pouvoir ouvrier, face aux États-Unis ou à la Russie, ou encore comment il se positionnerait vis-à-vis de l'Otan? Mais Nathalie l'a rappelé: «*La classe ouvrière est internationale et c'est un atout. Un pouvoir ouvrier, cela aurait un écho formidable pour les peuples voisins, pour tous les opprimés et c'est là-dessus qu'il*

s'appuierait. Pas sur des traités secrets ou des manœuvres diplomatiques de gouvernements. Alors, si on était au pouvoir, on se demanderait comment s'adresser à notre classe, par-delà les frontières et par-dessus la tête des gouvernements, comme ont pu le faire les révolutionnaires russes.»

Plusieurs intervenants faisaient part de leurs difficultés à discuter autour d'eux, certains se demandant pourquoi des mouvements comme les gilets jaunes ne s'étaient pas traduits par une progression des idées d'extrême gauche, d'autres comment faire une révolution alors qu'on est si minoritaires. À Tours, c'est une aide à domicile qui a répondu en affirmant: «*Nous ne sommes pas minoritaires, on n'est seulement pas conscients. On n'est pas éduqués à la politique et c'est ce qui manque. Moi, c'est mon fils qui m'a intéressée, alors il faut discuter au quotidien, autour de nous.*»

S'éduquer à la politique, discuter autour de soi pour avancer les objectifs du camp des travailleurs, c'est bien l'un des enjeux de cette campagne. Le mouvement des gilets jaunes, avec ses limites, a justement montré que, même lorsqu'il y a une mobilisation importante sur un terrain social, il faut des militants pour porter des perspectives allant contre les idées dominantes, par



À Nantes.

exemple celle qui voudrait qu'augmenter les salaires ne serait pas possible. «*Si on veut que l'idéologie patronale saute, il faut des militants.*

C'est pour cela que nous insistons sur la nécessité d'un parti, présent tous les jours. Le lendemain du 1^{er} tour, on ne va pas se coucher!»

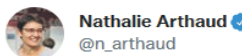
À propos des parrainages

Mardi 8 février, 368 parrainages pour Nathalie Arthaud étaient enregistrés par le Conseil constitutionnel, entraînant certains commentaires et la nécessaire réponse.



Gilbert Collard
@GilbertCollard

Quand on pense que Nathalie #Arthaud (moins de 1% dans les sondages) a plus de parrainages que #Zemmour et #LePen réunis, on ne peut nier que le système des parrainages est un véritable verrou pour la démocratie !



Nathalie Arthaud
@n_arthaud

C'est la différence entre des militants qui se battent pour leurs convictions et des mouches qui changent de crotte à l'approche d'une élection. Nous sommes habitués à devoir nous battre pour tout. Contrairement à #collard, #Zemmour et cie rien ne nous tombe tout cru dans le bec.

Nouvelle parution

Nathalie Arthaud
Communiste,
révolutionnaire,
internationaliste !

Éditions les Bons Caractères - 204 pages - 10 euros
Disponibles auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères: www.lesbonscaracteres.com



Meeting à Paris

Samedi 12 février à 15 heures

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e

Le meeting sera retransmis en direct sur le site de Lutte ouvrière

Le site de campagne
sur www.nathalie-arthaud.info



Réunions publiques

avec **Nathalie Arthaud**

Clermont-Ferrand

Judi 10 février à 20 heures
Salle Duclos
Rue Gaspard-Monge

Montpellier

Judi 17 février à 19 heures
Salle Pelloutier, pavillon Junon
15, place Zeus

Le Havre

Samedi 19 février à 16 heures
Salle Franklin
117, cours de la République

Bourges

Mardi 22 février à 18 heures
Amphithéâtre du Muséum
Les Rives d'Auron

Le Mans

Mercredi 23 février à 18 heures
Salle Henri-Barbin,
31, bd Jean-Jacques-Rousseau

Nice

Vendredi 25 février à 19 heures
Hôtel Splendid
50, bd Victor-Hugo

avec **Jean-Pierre Mercier**

Fête de Saint-Denis

Samedi 19 février de 15 h 30 à minuit
Complexe Nelson-Mandela
6, rue Francis-de-Pressensé

Montluçon

Samedi 26 février à 16 heures
Maison des Associations
Fontbouillant
4, rue Serge-Gras